



L'expertise de 10 associations professionnelles de développement

Coopérer en milieu urbain : quelles stratégies des OSI pour des politiques urbaines inclusives ?

Journées d'études du Groupe initiatives
30-31 mars 2016 à Dakar (hôtel La Madrague, Ngor)

Document préparatoire



© Christophe Labous

Le Groupe initiatives en quelques mots

Notre identité

Le Groupe initiatives (Gi) est un collectif de dix associations professionnelles de solidarité internationale qui mettent en avant leurs compétences au service d'acteurs engagés pour un développement durable et équitable, expérimentent et valident des approches efficaces et innovantes sur le terrain, et partagent leurs pratiques.

Le Gi est une **force de proposition de services et d'innovations** qui publie ses travaux sous la **série Traverses**.

A ce jour, le Groupe initiatives représente un **vivier d'expertise** de 10 associations françaises, 1 600 professionnels, plus de 400 projets mis en œuvre, dans 57 pays d'intervention et 65M€ de budget annuel cumulé.

Notre action

- 1) **Promouvoir l'expertise associative de nos membres** : en recensant des pratiques, des méthodes, des solutions mises en œuvre sur le terrain ;
- 2) **Produire de la connaissance** : capitaliser par des ateliers d'échanges de pratiques, des journées d'études et publier dans la série Traverses ;
- 3) **Faire évoluer les pratiques et politiques de développement** : animer des réseaux d'échanges au sein de la société civile, participer aux instances françaises de réflexion sur les questions de solidarité et de coopération internationale
- 4) **Renforcer les synergies entre les membres** et pour formuler des offres de services collectives, sous forme de consortium.

Le projet Traverses 2015 – 2017 : Débattre des pratiques et diffuser des connaissances

Sur financement de l'AFD, le Gi mène un programme de capitalisation des expériences de ses membres qui vise à :

- **Produire de la connaissance** par des ateliers d'échanges de pratiques et des journées d'études
- **Diffuser ces connaissances** par des publications et restitutions élargies de ses travaux

Publiée pour la première fois en 1997, la série Traverses vise à dépasser les discours et principes vitrines pour traiter de la « cuisine » des projets de coopération et contribuer au débat stratégique et méthodologique.

Dans cette démarche, le Gi organise une **série d'ateliers sur les territoires de coopération** de ses membres afin de :

- Proposer des **temps informels de partages d'expériences et des débats entre les équipes de ses membres** sur des pratiques quotidiennes dans une thématique donnée ;
- **Présenter et mettre en discussion élargie des méthodes, des savoir-faire pour formuler des recommandations** aux acteurs du développement dans le cadre de journées d'études ;
- Faire valoir les atouts du collectif aux partenaires techniques et financiers en matière **de propositions et de services collectifs**.

Réflexion 2015 : Coopérer en milieu urbain – Quelles stratégies des OSI pour des politiques urbaines inclusives ?

Les villes des pays en développement sont confrontées à des problématiques complexes : croissance démographique, urbanisation accélérée, extension spatiale et développement des quartiers précaires, place des autorités locales, développement économique, planification et accès aux services essentiels, consommation énergétique, etc. Le renforcement des inégalités, sociales et territoriales, questionne les capacités des acteurs à co-construire des politiques urbaines inclusives pour s'adapter à ces mutations et répondre aux besoins de ses habitants.

La majorité des dix organisations de solidarité internationale (OSI) du Groupe initiatives appuient des innovations techniques, financières et institutionnelles, fondées sur des approches participatives. L'ambition, au-delà de la mise en place d'une solution locale, est de changer d'échelle et d'influencer les politiques urbaines. Si l'expérience de terrain démontre des réussites, elle témoigne aussi de difficultés à prendre en compte la complexité de la ville, et pose question sur la légitimité des mécanismes de concertation et de participation, la difficile pérennité financière des solutions proposées, et les divergences des acteurs sur le positionnement et le rôle des OSI.

A l'heure où les acteurs de la ville se tournent vers la préparation de la conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III, Quito - octobre 2016), le Gi souhaite y contribuer en organisant une réflexion collaborative sur ses pratiques en milieu urbain et leurs limites les 30 et 31 mars 2016 à Dakar.

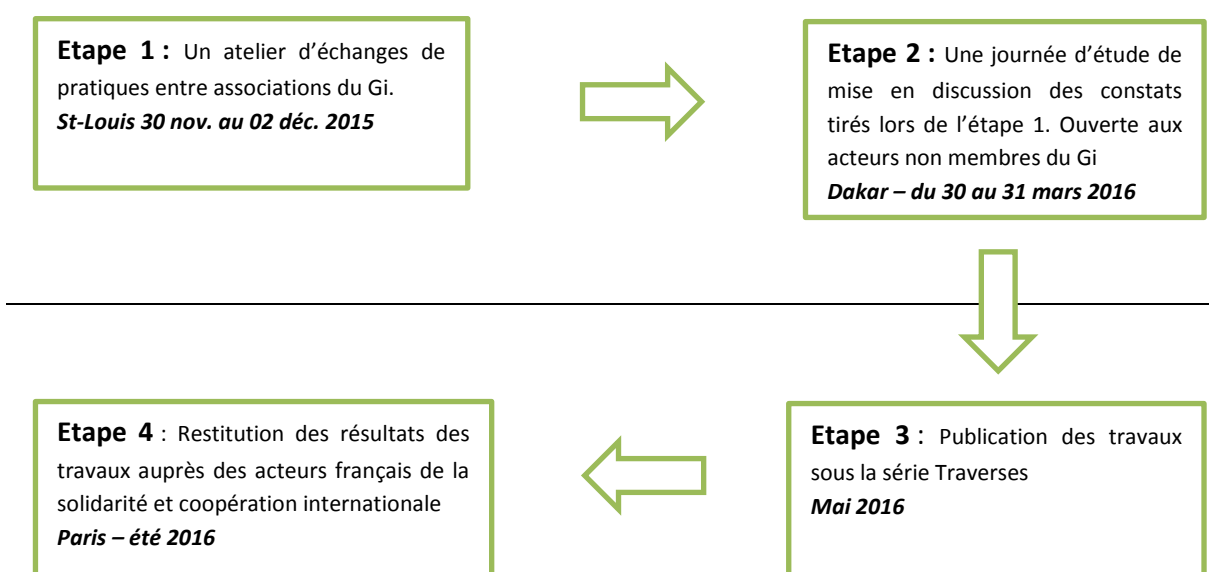
Ces journées visent à associer à cette réflexion les autorités locales, la société civile, les partenaires techniques et financiers, la recherche et le secteur privé marchand. Ces journées seront organisées sous format d'atelier restreint dont les résultats seront publiés dans la série *Traverses* du Gi et alimenteront les positions françaises pour Habitat III.

Méthode et séquençage de la réflexion

Le processus vise à monter en généralités au fil de la réflexion. Il s'agit de

- Etape 1 : partir **d'expériences spécifiques** de nos organisations membres
- Etape 2 : pour dégager des questionnements plus généraux quant aux **méthodes et savoir-faire développés par nos associations** ;
- Etape 3 : Ceci en vue d'identifier **des constats de réussite et d'échec à mettre en discussion élargie avec les professionnels de l'urbain** permettant **d'élaborer des positions collectives et formuler des recommandations** ;
- Etape 4 : qui pourraient être **portées dans les différents espaces de réflexion institutionnelle** (étape 4).

Production des connaissances



Diffusion des connaissances

Expériences présentées durant les journées

Les documents de synthèse des expériences sont consultables sur notre site internet : <http://www.groupe-initiatives.org/Cooperer-en-milieu-urbain-184>

Une version papier vous sera remise sur place.

Programme

Mercredi 30/03

08.45 – 09.00 *Accueil des participants*

09:00 – 10.00 *Ouverture*

Pierre Jacquemot – Président du Groupe initiatives

Jocelyne Delarue – Directrice de l'association Gevalor

Cheikh GUEYE ou Soham EL WARDINI – Adjoint(e) au Maire de Dakar

Jean-Pierre Elong Mbassi – Secrétaire Général du CGLUA et Grand Témoin des Journées du Gi

10.00 – 12.30 **Thème 1 : Travailler sur la ville / avec la ville / pour la ville ?**

La complexité du contexte urbain est un élément déterminant de nos expériences d'intervention dans les villes. Nos organisations manquent de temps et de ressources pour établir des analyses systémiques des emboîtements d'échelles et du jeu des acteurs. Les dialogues institutionnels sont difficiles à construire. Cela rend délicate la lecture des enjeux, des instruments, des financements de l'aide et in fine, l'influence sur les politiques publiques.

Points de débats

- Travailler sur l'urbain vs. travailler dans l'urbain (limites des approches sectorielles, promouvoir des approches territoriales et pluri-acteurs)
- Savoir lire la ville : comment décrypter la complexité des acteurs et les modalités de « fabrique de la ville » par des analyses systémiques (diversité, rapports de force, emboîtement des échelles, poids de la coopération publique)

Animation : Catherine Delhaye – Directrice du CIEDEL

Intervenants

- Jean-Marie Ily – Assistant technique du Gret – Projet ACTING « Assainissement concerté, total et intégré du quartier de Guet Ndar à Saint »
- Abdoulaye SYLLA – Ville de Dakar – Projet DKL « Créer un nouveau pôle économique de développement »

12:30 – 14:00 **Déjeuner à l'Hôtel La Madrague**

14:00 - 17:30 **Thème 2 : La concertation favorise-t-elle l'inclusion ?**

Faut-il toujours de la concertation pluri-acteurs, et notamment avec les habitants, et pourquoi, notamment dans les contextes décentralisés où le conseil municipal ou communal est en soi un espace de délibération ? Pour les organisations membres du GI, la réponse est nettement positive : la concertation est nécessaire et même centrale. Les actions que nous menons ou appuyons ont vocation à servir des populations de quartiers défavorisés, excentrés et peu voire pas dotés en services de base, et que ces populations ont besoin de se faire entendre. C'est un choix assumé, qui ambitionne ainsi de contribuer à promouvoir des politiques inclusives socialement et spatialement et

à assurer une vie démocratique sur les territoires, où les populations participent aux différentes étapes de diagnostic, de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques et projets, et où se construit progressivement un dialogue entre les populations et les pouvoirs publics.

Points de débats

- Il y a plusieurs modalités pour mener la concertation entre collectivités, habitants et autres acteurs locaux. Quelles sont les différentes expériences à partager au sein du Gi : quels cadres pour quels objectifs et quels résultats ? Peut-on établir une typologie des dispositifs de concertation établis ? Des recommandations sur les conditions à réunir ?
- Les capacités des OSI du Gi à faire le lien entre les habitants et les autorités, pour faire converger les intérêts d'acteurs, est un point fort de nos interventions. Toutefois les enjeux restent forts pour assurer que toutes les catégories de populations puissent s'exprimer. Quelles sont les personnes exclues et comment assurer leur participation ?
- Concertation ou confrontation ? Les espaces de concertation sont souvent vécus par les autorités locales comme des lieux concurrents, d'où peuvent émerger des leaders et de futurs adversaires aux élections. Faut-il (et peut-on) pour autant éviter la politisation de ces espaces ? Quelles conditions réunir pour éviter trop de consensus et trop de conflits ou d'instrumentalisation ? Quel positionnement et quelles compétences de l'accompagnement méthodologique apporté par les ONG du Gi ?
- Dans quelles circonstances et comment pérenniser ces espaces de concertation ? Comment conserver la qualité des débats contradictoires, la dynamique créative et le lien des membres à la base qui les a mandatés dans la durée ?

Animation : Marc Lévy – Directeur de la prospective - Gret

Intervenants

- Virginie Guy – Chef de projet au GERES – « *Chefchaouen, commune modèle et instigatrice d'un changement citoyen en matière de gestion énergétique durable* »
- M. Mamadou Somé - Bureau d'étude IngéSahel – « *Restructurations participatives et régularisation foncière: Cas des quartiers de Pikine Sud traversés par l'autoroute à péage* »

17:30 – 18:00

Clôture de la première journée par le Grand Témoin

Jeudi 31/03

09:30 – 12:30 **Thème 3 : Comment mettre en place des solutions de financement pérennes et tenir compte des enjeux d'équité ?**

Dans les zones d'intervention du Gi, les moyens financiers dont disposent les communes ou les ménages pour financer les services sont souvent faibles. C'est d'autant plus vrai pour les communes en zones rurales pauvres, ou les ménages des quartiers précaires, cibles privilégiées des interventions du Gi. Un enjeu d'équité se pose donc toujours lors de la mise en place de la tarification d'un service, ou d'une taxe s'appliquant à tous. La pérennité financière des services publics reste de fait difficile à assurer.

Points de débats

- Peut-on faire mieux en termes de transparence et de pédagogie dans l'analyse des coûts, dans la définition des budgets et dans la fixation des prix ?
- Pour renforcer le civisme fiscal des populations, quels sont les retours d'expérience sur les démarches d'élaboration de budgets participatifs et l'auto-évaluation de l'efficacité des actions de développement local ?
- Comment concilier pérennité financière et accessibilité (ou universalité ?) du service ?

Animation : Jocelyne Delarue – Directrice de Gevalor

Intervenants

- Moustapha Ka – Coordinateur du Grdr à Bakel – « *Projet d'amélioration du cadre de vie de Bakel* »
- Binette Ndiaye – Forum Civil – « *Certification citoyenne des budgets au Sénégal* »

12:30 – 14:00 **Déjeuner à l'Hôtel La Madrague**

14:00 – 17:00 **Thème 4 : Quels positionnements et quels métiers des OSI pour co-construire des politiques urbaines ?**

Nos organisations rassemblent un large panel de métiers et de compétences en ingénierie de développement : capacités à articuler les visions et situation des habitants, des techniciens et des décideurs ; connaissance fine du territoire et des enjeux ; production de connaissances ; capacités partenariales, médiation et mobilisation sociale, etc. Ces compétences, essentielles à l'élaboration de solutions urbaines pertinentes, nous poussent à revendiquer un droit à l'initiative sur les politiques publiques qui se trouve souvent en décalage avec les attentes des autorités locales.

Points de débats

- Notre vision sur le rôle, le positionnement, et la valeur ajoutée de nos organisations est-elle partagée par les autorités locales, par les partenaires techniques et financiers et/ou par le secteur privé intervenant sur les mêmes territoires ?
- Quelles sont les logiques d'alliance et les coalitions d'influence qui permettraient aux OSI de mieux travailler avec la ville ?

- De quelle façon doit-on faire évoluer nos pratiques pour acquérir de véritables outils de changement et d'influence ?

Animation : Guillaume Josse – Directeur général du bureau d'études Groupe Huit

Intervenants :

- Emilie Barrau – Responsable de pôle *Politiques sociales et citoyenneté* au Gret – Projet AREBA « aménagement et de reconstruction de Baillergeau à Port-au-Prince, Haïti »
- Emmanuel Ndione – Secrétaire Exécutif de Graf Sahel – « *Accompagnement du programme de coopération Thiès – Cergy* »

17 :30 – 18 :00

Clôture des journées

Pierre Jacquemot – Président du Groupe initiatives

Jean-Pierre Elong Mbassi – Secrétaire Général du CGLUA et Grand Témoin des journées du Gi